



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plateforme commissariat Sud-Est
Division achats publics**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION N°21-0075

Articles R.2123-1-1 et 2123-4 à 6 du Code de la Commande Publique

**La fourniture de classeurs format A4, A5 à la française et A4 à l'italienne au profit de
l'EDIACA de St Etienne**

Date limite de remise des plis : 22/02/2021 16h00

Date limite de remise des échantillons : 22/02/2021 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DE LA CONSULTATION	4
1.1 MODE DE PASSATION.....	4
1.2 ALLOTISSEMENT	4
1.3 ESTIMATION DE L’OPERATION.....	4
1.4 PRESENTATION DE VARIANTE (ARTICLE R2151-8 A 11 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	4
1.5 VISITE OBLIGATOIRE.....	4
1.6 ÉCHANTILLONS	4
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
2.1 FORME DU MARCHE	5
2.2 DUREE DU MARCHE.....	5
2.3 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT DU MARCHE	6
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 4 – DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT D’OPERATEURS ECONOMIQUES.....	6
ARTICLE 5 – PRESENTATION ET ENVOI DES PLIS ET DES ECHANTILLONS	7
5.1 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.2 TRANSMISSION DES PLIS	8
5.3 TRANSMISSION DES ECHANTILLONS.....	10
ARTICLE 6 – JUGEMENT DES OFFRES.....	11
6.1 ENREGISTREMENT DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS	11
6.2 CRITERES D’ATTRIBUTION.....	11
ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHE	12
7.1 ATTESTATION A FOURNIR	12
• ARTICLE 8 – NEGOCIATION	12
ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07

n° SIRET : 130 015 365 00013
n° Intra communautaire : FR 86 130 015 365
Code APE : 8422Z Défense

Formes de notifications et d'informations

Toutes notifications ou informations faisant courir un délai sont transmises en application de l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Les différents moyens matériels ou dématérialisés pouvant être utilisés dans le cadre de la présente consultation (demandes d'information...) sont :

- les adresses courriels uniquement via la Plate-forme des AChats de l'Etat (PLACE);
- les supports informatiques (CD, clés USB...) remis contre récépissé.

Pour le dépôt des plis et des échantillons, les modalités de transmission sont précisées à l'article 5 du présent document.

IMPORTANT

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci.

Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse et son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel s'il en possède une.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré.**

Les candidats doivent s'assurer des courriers reçus via la PLACE (« spam » ou courriers « indésirables »). En cas de changement de coordonnées téléphonique, postale ou messagerie, le candidat devra avertir la PFC-SE (cf. article 8 « Acheteur » du présent document).

En cas de changement d'adresse courriel durant la procédure, le candidat devra en avertir immédiatement l'administration afin d'éviter tout litiges.

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de classeurs format A4, A5 à la française et A4 à l'italienne au profit de l'EDIACA de St Etienne.

Code CPV : 228510000-0 classeurs.

1.1 Mode de passation

La présente consultation est un **marché à procédure adaptée** selon les dispositions des articles R.2123-1-1 et 2123-4 à 6 du Code de la Commande Publique. Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, soumis aux dispositions des articles R.2162-1 à 4 du Code de la Commande Publique. Il s'exécute par bon de commande selon les dispositions des articles R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

1.2 Allotissement

Sans objet.

1.3 Estimation de l'opération

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum et sans maximum.

Les quantités ci-dessous sont données à titre indicatif pour la durée totale du marché (48 mois).

Désignation d'article	quantités minimales indicatives	quantités maximales indicatives
Classeurs A4 à la française	500	3200
Classeurs A5 à la française	500	3200
Classeurs A4 à l'italienne	500	3200

1.4 Présentation de variante (article R2151-8 à 11 du Code de la Commande Publique)

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5 Visite obligatoire

Sans objet

1.6 Échantillons

1.6.1 Nature et importance des échantillons

Les candidats doivent présenter **OBLIGATOIREMENT** à la personne publique 3 échantillons (accompagnés de leurs fiches techniques) désignés ci-dessous, conformément aux spécifications définies dans le CCTP:

- 1 classeur A4 à la française ;
- 1 classeur A5 à la française
- 1 classeur A4 à l'italienne.

Aucun candidat n'est dispensé de la présentation d'échantillons

La non présentation des échantillons ou tout dépôt incomplet entraîne le rejet automatique de l'offre.

Les échantillons remis à la personne publique sont gratuits.

1.6.2 Destinations des échantillons

Les échantillons acceptés, avec ou sans réserve correspondant à des offres retenues, servent de modèle type lors des opérations de réception.

En aucun cas, le candidat au marché ne peut se prévaloir de l'acceptation de ses échantillons pour tenter de livrer des articles ne répondant pas aux caractéristiques exigées par le pouvoir adjudicateur ou annoncées par lui-même dans sa fiche technique d'engagement.

Les échantillons non retenus, non détruits pour analyses ou non dégradés par essais sont à reprendre par le fournisseur à ses frais dans un délai de 5 jours suivant la notification de la décision.

Ils sont à retirer à l'adresse suivante :

**Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section Marché 2
Quartier Général Frère,
22 avenue Leclerc
69007 LYON**

Courriel : veronique.kalifa@intradef.gouv.fr , et sur l'adresse pfaf-ce-baps2.referent.fct@intradef.gouv.fr

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

2.1 Forme du marché

La présente consultation donne lieu à un accord-cadre mono attributaire exécuté par bons de commande conformément aux article R.2162-2-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

2.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification. Il peut ensuite être reconduit tacitement trois fois, pour une durée de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

En cas de non reconduction, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) fait connaître au titulaire sa décision deux (2) mois avant la période de reconduction.

Cependant, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

2.3 Modalités de détermination des prix de règlement du marché

2.3.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix indiqués dans le bordereau des prix (annexe n°1 à l'acte d'engagement) sont :

- Initiaux définitifs ;
- Révisables sur barème du titulaire à la hausse comme à la baisse, de plein droit selon les dispositions de l'article 6.3 du CCAP ;
- Exprimés en euros à deux décimales HT et TTC ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des plis.

2.3.2 Composition des prix

Les prix sont réputés comprendre les frais et charges cités à l'article 10.1.3.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne, doivent indiquer le prix hors TVA de l'article.

2.3.3 Mode de règlement du marché

Le titulaire du marché est payé par virement administratif du Directeur Départemental des Finances Publiques de la Loire (voir article 8 du présent document), sur un compte ouvert dans un établissement bancaire.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est interdite dans le cas d'un marché de fournitures. Seule la sous-traitance du transport et de la livraison des fournitures est autorisée.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

L'acte d'engagement fera apparaître clairement le nom et la qualité du mandataire du groupement. Chaque entreprise du groupement produira l'intégralité des documents exigés dans la candidature à l'exception de la lettre de candidature (DC 1 dans le cas d'une réponse hors DUME), uniquement exigible de la part du mandataire.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché (Art. R. 2142-25 du Code de la Commande Publique).

Le groupement est :

- conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

L'acheteur peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution (article R 2142-22 du Code de la Commande Publique) : dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le Pouvoir Adjudicateur pourra imposer, après l'attribution du marché, la solidarité du mandataire vis-à-vis des membres.

ARTICLE 5 – PRESENTATION ET ENVOI DES PLIS ET DES ECHANTILLONS

5.1 Présentation des candidatures et des offres

Le marché est régi par les lois et les règlements en vigueur en France. Tout document ou correspondance relatif au marché doit être rédigé en langue française, conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994.

Tous les documents requérant une signature doivent être signés par une personne habilitée à engager le candidat. Il est rappelé au candidat qu'une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

5.1.1 Candidature

Pour l'examen de sa candidature, le candidat doit fournir au titre de sa situation et de l'appréciation de ses capacités financières, techniques et professionnelles, les documents suivants :

1. **Une lettre de candidature** (DC1);
2. **Une déclaration du candidat** (DC2) complétée notamment à la rubrique E1 relative au chiffre d'affaires annuel réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles et à la rubrique F en détaillant les moyens humains et technique dont il dispose ;

OU

3. En remplacement des imprimés des points 1 et 2, le candidat peut présenter sa candidature grâce au **Document Unique de Marché Européen (DUME) Acheteur disponible sur la PLACE**.
4. Le cas échéant, la **délégation de pouvoir datée et signée** (document original requis), du dirigeant de la société, habilitant la personne qui signe tous les documents au titre du marché à engager la société.

Il est rappelé que si le candidat se présente **en groupement d'entreprises ou présente un ou des sous-traitants**, les documents cités ci-dessus devront être également fournis pour le ou les cotraitants et le ou les sous-traitants afin que l'administration puisse apprécier leur qualité au titre de l'examen des candidatures.

Le dossier de candidature devra impérativement indiquer le correspondant en charge du dossier, un numéro de téléphone et une adresse mail valides. Cette adresse sera utilisée pour transmettre au candidat les informations et notifications dématérialisées via la PLACE.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, si les documents cités ci-dessus sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 7 jours calendaires maximum.

5.1.2 Offre

Pour l'examen de son offre, le candidat doit fournir les documents suivants :

1. **L'acte d'engagement** complété (imprimé ATTRI 1) – non obligatoire au stade de l'offre, mais souhaité ;
2. **l'annexe 1 à l'acte d'engagement** (bordereau des prix) ;
3. **l'annexe 2 à l'acte d'engagement** (les délais de livraisons) ;
4. **l'annexe 3 à l'acte d'engagement** (engagement écologique) ;
5. **les fiches techniques des produits proposés et le mode opératoire de l'utilisation des matières recyclables mise en œuvre dans la fabrication des classeurs le cas échéant ;**
6. un relevé d'identité bancaire ou postal ;
7. dans le cas d'une sous-traitance, le candidat précisera la part de marché qu'il entend sous-traiter, au moyen d'un **imprimé DC4**.

5.2 Transmission des plis

Dans le cadre de la présente procédure, seuls les plis présentés par voie électronique sont étudiés. Aucun pli papier n'est accepté.

Le profil acheteur de la PFC-SE est la Plate-Forme des Achats de l'Etat ([PLACE](#)). La référence de la consultation sur la PLACE est la suivante : **PFC-SE_MAPA_21-0075**

La procédure de réponse par voie dématérialisée est détaillée dans le guide de la PLACE disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>.

L'envoi d'un pli par voie électronique nécessite l'inscription préalable grâce au numéro SIRET du candidat.

5.2.1 Complément ou modification d'un pli transmis par le candidat

Dans le cas où un candidat souhaite compléter ou modifier un pli électronique déjà transmis, il doit transmettre à nouveau **un dossier complet** avant la date limite de réception des plis. En effet, seule la dernière offre transmise sera ouverte et examinée par l'administration.

5.2.2 Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas obligatoire pour cette consultation. Pour tout renseignement, contacter l'acheteur **uniquement** par l'intermédiaire de la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE).

5.2.3 Copie de sauvegarde

Tout pli électronique contenant un virus sera rejeté. Dans ce cas, l'administration procédera à l'ouverture de la « copie de sauvegarde », si celle-ci a été envoyée par le candidat avant la date limite de dépôt des plis.

Le candidat a la possibilité de transmettre en parallèle de son envoi électronique, une copie de sauvegarde sur support physique (clef USB, DVD...). Cette copie de sauvegarde doit être transmise avant la date limite de dépôt des plis, sous pli scellé à l'adresse suivante :

Plate-Forme Commissariat Sud-Est

Division Achats Publics/Bureau Achats/Section Marché 2

Quartier Général Frère

BP 90226

69362 LYON Cedex 07

L'enveloppe doit porter les mentions suivantes :

NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVEGARDE
Consultation relative à la fourniture de classeurs format A4 et A5 au profit de l'EDIACA
de St Etienne »
CCP n° 21-0075
NOM de la société :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et 13 du Code de la Commande Publique. Si au contraire, elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, elle est détruite.

5.2.4 Date limite de réception des plis

Date et heure limite de réception des plis : **lundi 22 février 2021 à 16h00**

Les plis qui parviennent après la date et l'heure limite de dépôt ne seront pas ouverts.

5.2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre (4) mois** suivant la date limite de réception des plis.

5.3 Transmission des échantillons

5.3.1 Modalités de transmission des échantillons

Les échantillons doivent être transmis séparément des offres. Ils peuvent être soit déposés contre récépissé, soit adressés par la poste en recommandé avec accusé de réception.

L'envoi portera la mention :

NE PAS OUVRIR

« ECHANTILLONS » relatif à la fourniture de classeurs format A4 et A5 au profit de l'EDIACA de St Etienne »

CCP n° 21-0075

NOM de la société :

5.3.2 Date limite de dépôt des échantillons

Les échantillons doivent parvenir à l'adresse suivante

**Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section Marché 2
Bâtiment 004 – 2^{ème} étage (au fond à gauche après les escaliers)
Quartier Général Frère,
22 avenue Leclerc
69007 LYON**

Courriel : veronique.kalifa@intradef.gouv.fr , et sur l'adresse pfaf-ce-bap-s2.referent.fct@intradef.gouv.fr

au plus tard le :

Date et heure limite de réception des échantillons : **lundi 22 février 2021 à 16h00**

Les réceptions sont assurées les jours ouvrables, de 9h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 (le vendredi de 9h00 à 11h00).

6.1 Enregistrement des offres et des échantillons

Les offres et les échantillons sont enregistrés dès leur réception, dans leur ordre d'arrivée.

6.2 Critères d'attribution

6.2.1 Appréciation des échantillons

Toute offre dont l'échantillon est absent ou jugé non conforme est rejetée.

Les échantillons sont appréciés en fonction des spécifications techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dans le cas où l'échantillon est noté comme non conforme, l'offre du candidat sera jugée elle aussi comme non conforme et sera rejetée.

6.2.2 Critères d'attribution

L'offre du candidat doit répondre aux exigences du CCTP. Le classement des offres sera effectué à partir des critères énoncés ci-dessous, avec leurs pondérations notées sur 100 :

Critères	Points
Prix Calculé d'après une commande type	70 points
Délai de livraison Noté d'après une commande type	20 points
Développement durable	10 points
<i>L'utilisation de matière recyclable (polypropylène, cellulose</i>	<i>5 points</i>
<i>La détention d'une norme Ecolabel (AFNOR, NF environnement, Ecolabel européen ..)</i>	<i>5 points</i>

Afin de comparer toutes les offres de prix équitablement, en présence notamment de candidatures étrangères ou de candidats non soumis à la TVA l'administration tiendra compte du montant de la TVA.

Un classement sera ensuite établi dans l'ordre décroissant des notes.

ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat est avisé de l'attribution ou de la non attribution du marché par une décision du pouvoir adjudicateur. Cette décision est envoyée par l'intermédiaire de la PLACE, à charge au candidat de relever sa messagerie et éventuellement de vérifier les boîtes de réception SPAM ou INDÉSIRABLES.

Suite à l'attribution du marché, le candidat pressenti doit transmettre dans les délais les documents ci-dessous. Dans le cas contraire, son offre sera rejetée et la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

7.1 Attestation à fournir

Les candidats sont dispensés de fournir ces documents s'ils sont accessibles gratuitement en ligne par l'acheteur public (mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage).

Ce procédé suppose toutefois que les candidats fournissent l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques : sites, liens, codes...

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats arrêtés au 31 décembre 2018 délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- Afin de satisfaire aux obligations réglementaires, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Si le titulaire recourt à des salariés détachés il doit produire en plus des documents énumérés ci-dessus et dans le même délai, les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

• ARTICLE 8 – NEGOCIATION

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec l'ensemble des candidats.

La négociation portera sur l'ensemble des critères précités, sur les éléments de l'offre et du CCAP.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire relatif à la consultation peut être obtenu dans les conditions prévues au paragraphe « Informations préliminaires » ou auprès des services ci-dessous.

Interlocuteurs	Bureau	Adresse postale	Téléphone
ACHETEUR Veronique.kalifa@intradef.gouv.fr	Plate-Forme Commissariat Division Achats Publics	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics Bureau Achats / Section Marché 2 BP 90226 69362 LYON Cedex 07	04.37.27.28.92 06.64.03.20.73
INTERLOCUTEUR PME-PMI	Plate-Forme Commissariat Division Achats Publics	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90226 69362 LYON Cedex 07	04.37.27.30.05
INTERLOCUTEUR FINANCIER	Plate-Forme Commissariat Division Finances	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90226 69362 LYON Cedex 07	04.37.27.33.68
COMPTABLE PUBLIC	Direction Départemental des Finances Publiques	Direction Départementale des Finances Publiques de la Loire 11, rue Mi-Carême BP 502 42007 SAINT-ETIENNE	04.94.03.82.00 (tel) 04.94.03.82.09 (fax)
INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS greffe.ta-lyon@juradm.fr	Tribunal Administratif de Lyon	184, rue Du Guesclin, F – 69433 Lyon Cedex 03	04.78.14.10.10